

- ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITE  
DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES -  
A.T.I.A.C.L.

# **RAPPORT ANNUEL 2023**

|                                                                      |           |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. LE RAPPORT DE GESTION</b>                                      | <b>4</b>  |
| PRESENTATION GENERALE                                                | 5         |
| FINANCEMENT DU FONDS                                                 | 5         |
| GESTION ADMINISTRATIVE                                               | 6         |
| LA MALADIE PROFESSIONNELLE                                           | 6         |
| L'ACCIDENT DE SERVICE                                                | 6         |
| L'ACCIDENT DE TRAJET                                                 | 6         |
| CONCESSION                                                           | 7         |
| RÉVISION QUINQUENNALE                                                | 7         |
| RÉVISION RETRAITE                                                    | 7         |
| INDICATEURS DE GESTION                                               | 8         |
| TRAITEMENT DES RECOURS                                               | 11        |
| RECOURS GRACIEUX                                                     | 11        |
| RECOURS CONTENTIEUX                                                  | 11        |
| ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES                                            | 13        |
| <b>II. LES COMPTES ANNUELS</b>                                       | <b>14</b> |
| LES DOCUMENTS DE SYNTHÈSE ET LE RESULTAT                             | 15        |
| BILAN ET COMPTE DE RESULTAT                                          | 15        |
| BILAN ET COMPTE DE RESULTAT DÉTAILLÉ                                 | 17        |
| RESULTAT ET RESERVES                                                 | 21        |
| ANNEXE COMPTABLE : FAITS CARACTÉRISTIQUES ET ÉVÉNEMENTS POST-CLOTURE | 22        |
| FAITS CARACTÉRISTIQUES                                               | 22        |
| ÉVÉNEMENTS POST-CLOTURE                                              | 22        |
| ANNEXE COMPTABLE : PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES          | 22        |
| PRINCIPES GÉNÉRAUX                                                   | 22        |
| RÈGLES ET MÉTHODES ATTACHÉES À CERTAINS POSTES                       | 22        |
| ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE BILAN                                | 24        |
| 1 : PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DÉBITEURS                           | 24        |
| 2 : CRÉANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHÉS                          | 24        |
| 3 : CRÉANCES SUR ENTITES PUBLIQUES ET ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE | 25        |
| 4 : VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITÉS                | 25        |
| 5 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES                               | 25        |
| 6 : PRESTATAIRES                                                     | 25        |
| 7 : AUTRES DETTES                                                    | 26        |
| 8 : PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE                                      | 26        |
| ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT                   | 27        |
| 9 : PRESTATIONS SOCIALES                                             | 27        |
| 10 : DIVERSES CHARGES TECHNIQUES                                     | 27        |

## SOMMAIRE

|                                                         |           |
|---------------------------------------------------------|-----------|
| 11 : DOTATIONS ET REPRISES SUR DEPRECIATIONS TECHNIQUES | 27        |
| 12 : FRAIS DE GESTION                                   | 27        |
| 13 : COTISATIONS ET PRODUITS AFFECTES                   | 28        |
| 14 : DIVERS PRODUITS TECHNIQUES                         | 28        |
| 15 : RESULTAT FINANCIER                                 | 28        |
| <b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>                   | <b>29</b> |
| <b>III. CERTIFICATION DES COMPTES</b>                   | <b>30</b> |
| <b>IV. LEXIQUE</b>                                      | <b>32</b> |

# **I. LE RAPPORT DE GESTION**

### **PRESENTATION GENERALE**

L'allocation temporaire d'invalidité des agents des collectivités locales (ATIACL) a été créée à titre facultatif en 1961 (loi de finances n° 61-1393 du 20 décembre 1961, article 6), puis à titre obligatoire en 1969 (loi n° 69-1137 du 20 décembre 1969, article 6). Cette allocation est régie par le décret n° 2005-442 du 2 mai 2005 relatif à l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité aux fonctionnaires relevant des fonctions publiques territoriale et hospitalière, affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL).

L'ATIACL est une prestation attribuée à un fonctionnaire territorial ou hospitalier qui, à la suite d'un accident de service, de trajet ou d'une maladie professionnelle, présente des infirmités permanentes lui permettant néanmoins de reprendre ses fonctions.

La gestion administrative, comptable et financière est confiée à Caisse des Dépôts, conformément au décret n° 2005-442 du 2 mai 2005.

### **FINANCEMENT DU FONDS**

Les ressources du fonds sont essentiellement constituées par les cotisations à la charge des collectivités locales et des établissements publics, y compris celles dues pour les agents détachés d'une autre collectivité ou établissement public et pour les fonctionnaires de l'État en position de détachement dans une collectivité locale ou établissement public.

Le montant de la cotisation est basé, selon un taux fixé par arrêté conjoint des ministres de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances, de la Santé et de l'Équipement, sur les émoluments soumis à retenue pour la retraite CNRACL, exception faite de la nouvelle bonification indiciaire non assujettie à contribution ATIACL.

Le taux des cotisations est fixé à 0,4 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 (arrêté du 28 décembre 2012 - J.O du 30 décembre 2012).

### **GESTION ADMINISTRATIVE**

L'allocation temporaire d'invalidité (ATI) peut être attribuée pour les séquelles d'un accident survenu en service ou sur le trajet « travail / domicile » (AT) ou pour une maladie professionnelle (MP).

### **LA MALADIE PROFESSIONNELLE**

Une maladie est "professionnelle" si elle est la conséquence directe de l'exposition à un risque physique, chimique, biologique ou si elle résulte des conditions dans lesquelles l'activité est exercée (définition de l'Institut national de recherche et de sécurité, INRS).

Les conditions à remplir sont précisées dans les tableaux visés à l'article L.461-2 du Code de la sécurité sociale.

De plus, conformément à l'article L.461-1 (alinéas 3 et 4) du Code de la sécurité sociale, une maladie peut être reconnue d'origine professionnelle et prise en charge dans la mesure où :

- lorsque l'une des conditions des tableaux cités ci-dessus n'est pas remplie, il est établi qu'elle est directement causée par le travail habituel de la victime,
- si elle n'est pas désignée dans un tableau, il est établi qu'elle est essentiellement et directement causée par le travail habituel de la victime et qu'elle entraîne une incapacité permanente d'un taux de 25 % minimum.

Ces dispositions, déjà applicables aux fonctionnaires de l'État depuis 2000, sont applicables aux agents des collectivités locales depuis la publication du décret n° 2005-442 du 2 mai 2005.

Par ailleurs, suite à la parution du décret n° 2000-1020 du 17 octobre 2000, il est devenu possible de servir une rente d'invalidité aux anciens fonctionnaires territoriaux ou hospitaliers atteints d'une maladie professionnelle reconnue imputable au service postérieurement à la radiation des cadres (mesure prévue à l'art. 37 du décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003).

Aussi, les allocations qui auraient été accordées à ce titre, suite aux instructions ministérielles du 26 avril 1999, doivent être transformées en rente invalidité (RI) à compter du 19 octobre 2000.

A compter de cette date également, les demandes d'ATI pour les MP reconnues imputables au service postérieurement à la radiation des cadres devront être examinées au titre de la RI.

Il en est de même pour les demandes d'ATI pour MP lors de la radiation des cadres, lesquelles devront faire l'objet de l'étude d'un droit à RI par la CNRACL.

### **L'ACCIDENT DE SERVICE**

Les textes applicables en matière d'indemnisation ne définissant pas l'accident de service, le service gestionnaire de l'ATIACL retient les critères considérés par le Conseil d'État comme les éléments constitutifs de cette notion :

- le lieu,
- l'heure,
- l'activité exercée au moment des faits.

La preuve du lien unique, direct et certain entre les séquelles présentées et l'accident doit être apportée, le doute ne profitant pas à l'intéressé.

### **L'ACCIDENT DE TRAJET**

Il s'agit de l'accident qui survient sur le trajet le plus direct entre le domicile et le lieu de travail (ou inversement). Il est pris en charge à condition que le parcours n'ait pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant du service.

### ORGANISATION DE LA GESTION

La gestion de l'ATIACL, assurée par la Direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts, recouvre plusieurs processus :

- l'étude du droit au bénéfice d'une allocation suite à un accident de service ou à une maladie professionnelle,
- le paiement des allocations et la réalisation de toutes les tâches susceptibles d'intervenir au cours du versement desdites allocations (de la modification des coordonnées bancaires à l'annulation du paiement),
- le recouvrement des contributions,
- la gestion financière et comptable.

### CONCESSION

L'allocation est attribuée après consolidation des séquelles et reprise du travail.

En vertu de l'article L824-1 du Code général de la fonction publique, « *[l]e fonctionnaire qui a été atteint d'une invalidité résultant d'un accident de service ayant entraîné une incapacité permanente d'au moins 10 % ou d'une maladie professionnelle peut prétendre à une allocation temporaire d'invalidité cumulable avec son traitement dont le montant est fixé à la fraction du traitement minimal de la grille fixée par décret, correspondant au pourcentage d'invalidité* ».

De plus, l'article 6 du décret n° 2005-442 du 2 mai 2005 prévoit que « *[l]a réalité des infirmités invoquées par l'agent, leur imputabilité au service, la reconnaissance du caractère professionnel des maladies, leurs conséquences ainsi que le taux d'invalidité qu'elles entraînent sont appréciés par le conseil médical prévu par l'article 31 du décret du 26 décembre 2003 [...]. Le pouvoir de décision appartient, sous réserve de l'avis conforme de la Caisse des dépôts et consignations, à l'autorité qui a qualité pour procéder à la nomination* ».

### RÉVISION QUINQUENNALE

En vertu de l'article 9 du décret n° 2005-442 du 2 mai 2005, « *[l]'allocation temporaire d'invalidité est accordée pour une période de cinq ans. A l'expiration de cette période, les droits du fonctionnaire font l'objet d'un nouvel examen à l'initiative du service gestionnaire, dans les conditions fixées à l'article 6 et l'allocation est, soit attribuée sans limitation de durée [...], sur la base du nouveau taux d'invalidité constaté, soit supprimée* ».

### RÉVISION RETRAITE

Conformément à l'article 11 du décret n° 2005-442 du 2 mai 2005, « *[s]i l'allocation n'a pas, à la date de radiation des cadres, donné lieu à la révision [quinquennale] prévue à l'article 9, il est procédé à un nouvel examen des droits du bénéficiaire à ladite date. En aucun cas le taux d'invalidité indemnisée par l'allocation maintenue après la radiation des cadres ne peut faire l'objet d'une appréciation ultérieure en fonction de l'évolution de cette invalidité* ».

## INDICATEURS DE GESTION

Évolution du nombre des actes de gestion

|                                                          | 2021  | 2022              | 2023              |
|----------------------------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|
| Premières concessions (1)                                | 5 792 | 5 504             | 6 295             |
| Rejets                                                   | 815   | 858               | 1 044             |
| Révisions (nouvel accident, quinquennales, retraite) (2) | 5 292 | 5 496             | 6 109             |
| Gestion des bénéficiaires                                | 4 050 | 5 646<br>+39,41 % | 4 997<br>-11,49 % |
| Annulations suite à décès                                | 1 786 | 1 965<br>+10,02 % | 1 942<br>-1,18 %  |

(1) Les premières concessions comprennent les nouvelles attributions d'allocation en cours d'année.

(2) Les allocations révisées en raison d'un nouvel évènement (NE) figurent dans cette rubrique.

La gestion du fichier des bénéficiaires (modifications d'adresse et de compte bancaire), est marquée par une baisse de 11,5 % par rapport à l'année précédente. La tendance reste néanmoins à la hausse par rapport à 2021 (+23,4 %).

Il est constaté une stagnation du volume d'annulations suite à décès (-1,2 %) après une augmentation très sensible en 2022 (+10 %).

## LE RAPPORT DE GESTION

### Répartition par motif des rejets 2023

| Première concession                                                              | Nombre de rejets | Quote part (en %) |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
| Taux global d'invalidité insuffisant (taux < 10 % pour les accidents)            | 209              | 21,77             |
| Non reprise de fonctions ou consolidation non fixée                              | 264              | 27,50             |
| Non imputabilité (administrative et/ou médicale, ATI relevant d'un autre régime) | 30               | 3,13              |
| Rémunéré par une rente d'invalidité                                              | 68               | 7,08              |
| Maladie professionnelle non reconnue                                             | 128              | 13,33             |
| Autres (Rejets multicritères, demande prescrite, classement sans suite)          | 261              | 27,19             |
| Total                                                                            | 960              | 100               |

| Révisions                                                                              | Nombre de rejets | Quote part (en %) |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
| Taux global d'invalidité insuffisant (taux < 10 % pour les accidents)                  | 46               | 54,76             |
| Non reprise de fonctions ou consolidation non fixée                                    | 3                | 3,57              |
| Rémunéré par une rente d'invalidité                                                    | 18               | 21,43             |
| Maladie professionnelle non reconnue                                                   | 1                | 1,19              |
| Autres (rejets divers, rejets multicritères, demande prescrite, classement sans suite) | 16               | 19,05             |
| Total                                                                                  | 84               | 100               |

A l'instar des années précédentes, les rejets au titre des premières concessions sont majoritairement liés à une insuffisance du taux d'invalidité rémunéré (21,8 %) ainsi qu'à la non reprise d'activité ou non consolidation de l'infirmité (27,5 %).

S'agissant des révisions, les rejets restent majoritairement liés à une insuffisance du taux d'invalidité rémunéré (54,8 % de l'ensemble des rejets enregistrés dans le cadre des révisions).

## LE RAPPORT DE GESTION

### Évolution du nombre de bénéficiaires

|      | janv   | fév    | mars   | avril  | mai    | juin   | juil   | août   | sept   | oct    | nov    | déc    |
|------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 2010 | 65 058 | 65 173 | 65 327 | 65 481 | 65 600 | 65 762 | 65 969 | 66 139 | 66 196 | 66 320 | 66 504 | 66 689 |
| 2011 | 66 793 | 66 867 | 67 133 | 67 318 | 67 525 | 67 639 | 67 721 | 67 900 | 67 999 | 68 179 | 68 304 | 68 492 |
| 2012 | 68 711 | 68 895 | 69 120 | 69 225 | 69 349 | 69 540 | 69 625 | 69 954 | 70 167 | 70 311 | 70 480 | 70 624 |
| 2013 | 70 869 | 71 046 | 71 349 | 71 456 | 71 813 | 71 983 | 72 245 | 72 479 | 72 677 | 72 822 | 72 992 | 73 236 |
| 2014 | 73 381 | 73 672 | 73 856 | 74 026 | 74 166 | 74 330 | 74 513 | 74 830 | 74 942 | 75 215 | 75 409 | 75 590 |
| 2015 | 75 718 | 75 901 | 76 222 | 76 371 | 76 543 | 76 820 | 77 118 | 77 317 | 77 540 | 77 852 | 77 513 | 77 589 |
| 2016 | 77 628 | 77 743 | 77 918 | 77 946 | 78 069 | 78 264 | 78 497 | 78 786 | 78 890 | 79 104 | 79 236 | 79 408 |
| 2017 | 79 432 | 79 740 | 79 921 | 80 119 | 80 303 | 80 528 | 80 722 | 81 078 | 81 366 | 81 792 | 82 075 | 82 285 |
| 2018 | 82 514 | 82 785 | 83 072 | 83 175 | 83 488 | 83 821 | 84 054 | 84 351 | 84 721 | 85 097 | 85 256 | 85 487 |
| 2019 | 85 669 | 85 814 | 86 039 | 86 413 | 86 463 | 86 884 | 87 163 | 87 296 | 87 657 | 87 810 | 87 919 | 88 065 |
| 2020 | 88 189 | 88 332 | 88 632 | 88 346 | 88 385 | 88 501 | 88 475 | 88 767 | 88 895 | 89 092 | 89 319 | 89 336 |
| 2021 | 89 379 | 89 435 | 89 821 | 89 902 | 89 821 | 90 164 | 90 576 | 90 761 | 90 854 | 91 018 | 91 236 | 91 278 |
| 2022 | 91 369 | 91 510 | 91 993 | 92 161 | 92 187 | 92 306 | 92 295 | 92 511 | 92 521 | 92 607 | 92 776 | 92 687 |
| 2023 | 93 020 | 93 090 | 93 571 | 93 805 | 94 045 | 94 310 | 94 472 | 94 954 | 95 139 | 95 318 | 95 753 | 95 809 |

Le nombre de bénéficiaires a progressé de 3,37 % en 2023 par rapport à l'année précédente.

## TRAITEMENT DES RECOURS

Il s'agit de l'activité précontentieuse (traitement des recours amiables ou gracieux) et contentieuse (recours devant la juridiction administrative).

Ces recours sont dirigés contre une décision de rejet ou parfois d'attribution (contestation du taux d'invalidité reconnu ou de la date d'effet).

### RECOURS GRACIEUX

|                                          | Nouvelles affaires |            |            |
|------------------------------------------|--------------------|------------|------------|
|                                          | 2021               | 2022       | 2023       |
| Nombre de recours favorables à l'agent   | 120                | 135        | 135        |
| Nombre de recours maintenant la décision | 141                | 141        | 171        |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>261</b>         | <b>276</b> | <b>306</b> |

Le nombre total de recours s'élève à 306 en 2023 tandis qu'il était de 276 l'année précédente. La part de dossiers ayant reçu une décision favorable pour l'agent, généralement après réception d'un complément d'information, atteint 44 % en 2023 (49 % en 2022).

Répartition des recours gracieux 2023 par nature de contestation :

|                                                    |      |
|----------------------------------------------------|------|
| • taux                                             | 44 % |
| • non reprise d'activité                           | 15 % |
| • non reconnaissance de la maladie professionnelle | 11 % |
| • date d'effet                                     | 10 % |
| • l'imputabilité non reconnue                      | 3 %  |
| • suite à révision quinquennale                    | 12 % |
| • autres                                           | 5 %  |

### RECOURS CONTENTIEUX

Au cours de l'année 2023, l'ATIACL a enregistré 39 nouvelles requêtes, dont 35 recours formés devant les tribunaux administratifs et 4 pourvois en appel ou en cassation.

|                                                  | Nouvelles affaires |           | Affaires en cours<br>(pour lesquelles le jugement n'a pas encore été rendu)<br>au 31/12/2023 |
|--------------------------------------------------|--------------------|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                  | 2022               | 2023      |                                                                                              |
| Tribunal administratif                           | 40                 | 35        | 57                                                                                           |
| Cour administrative d'appel<br>ou Conseil d'État | 2                  | 4         | 3                                                                                            |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>42</b>          | <b>39</b> | <b>60</b>                                                                                    |

Répartition des nouveaux contentieux par nature de contestation :

|                                        |      |
|----------------------------------------|------|
| • Taux retenu                          | 56 % |
| • Non-imputabilité au service          | 3 %  |
| • Maladie professionnelle non reconnue | 8 %  |
| • Non reprise des fonctions            | 13 % |
| • Divers (contre l'employeur)          | 20 % |

En 2023, les juridictions ont rendu 33 décisions, dont 27 favorables au régime, 3 désistements des requérants et 3 défavorables au régime.

Le taux de décisions favorables au régime est donc de 82 %.

Sur les 33 décisions rendues en 2023, 31 sont issues des juridictions de 1<sup>er</sup> degré et 2 sont des arrêts du Conseil d'État.

L'année 2023 a été marquée par le pourvoi formé par la CNRACL devant le Conseil d'État contre le jugement n°2001257 rendu le 14 avril 2023 par le Tribunal administratif de Toulon. Dans cette affaire, le Tribunal a condamné l'ATIACL à verser une allocation temporaire à un requérant au motif que la Caisse des Dépôts (CDC) devait cumuler l'ensemble des taux résultant de toutes les infirmités d'un agent survenues au cours de sa carrière au titre d'une maladie d'origine professionnelle. Or, aucune de celles-ci, prise individuellement, ne dépassait le taux de 25 % exigé par les articles L. 461-1 et R.461-8 du Code de la sécurité sociale cités par l'article 2 du décret du 2 mai 2005 permettant une indemnisation au titre d'une maladie d'origine professionnelle. La CDC a dès lors contesté la décision rendue. Le Conseil d'État s'est saisi du pourvoi de la CDC et a admis le pourvoi en fin d'année 2023.

## LE RAPPORT DE GESTION

### ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES

| ATIACL - EVOLUTION ET PERSPECTIVES             |                 |                 |                   |                   |                   |                   |                   |
|------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                                | Réalisé<br>2022 | Réalisé<br>2023 | Prévision<br>2024 | Prévision<br>2025 | Prévision<br>2026 | Prévision<br>2027 | Prévision<br>2028 |
| <b>EMPLOIS</b>                                 |                 |                 |                   |                   |                   |                   |                   |
| Prestations                                    | 193,1           | 211,9           | 224,1             | 234,8             | 244,4             | 254,2             | 264,5             |
| Autres charges, dotations aux provisions       | 0,5             | 0,2             | 0,2               | 0,2               | 0,2               | 0,2               | 0,2               |
| Frais de gestion                               | 8,0             | 8,6             | 8,6               | 8,6               | 8,6               | 8,6               | 8,6               |
| <b>S/TOTAL ME</b>                              | <b>201,6</b>    | <b>220,8</b>    | <b>233,0</b>      | <b>243,7</b>      | <b>253,2</b>      | <b>263,1</b>      | <b>273,4</b>      |
| Frais Financiers                               | 2,3             | 0,6             | 0,0               | 0,0               | 0,0               | 0,0               | 0,0               |
| Charges exceptionnelles                        |                 |                 |                   |                   |                   |                   |                   |
| <b>TOTAL EMPLOIS ME</b>                        | <b>203,9</b>    | <b>221,4</b>    | <b>233,0</b>      | <b>243,7</b>      | <b>253,2</b>      | <b>263,1</b>      | <b>273,4</b>      |
| <b>RESSOURCES</b>                              |                 |                 |                   |                   |                   |                   |                   |
| Cotisations affectées                          | 210,9           | 219,4           | 224,3             | 224,8             | 225,1             | 225,4             | 229,3             |
| Autres Ressources                              | 2,5             | 2,8             | 2,8               | 2,8               | 2,8               | 2,8               | 2,8               |
| <b>S/TOTAL ME</b>                              | <b>213,4</b>    | <b>222,2</b>    | <b>227,1</b>      | <b>227,7</b>      | <b>227,9</b>      | <b>228,2</b>      | <b>232,1</b>      |
| Produits financiers                            | 0,0             | 4,2             | 10,0              | 8,0               | 6,5               | 5,2               | 5,0               |
| Produits exceptionnels, reprise sur provisions | 0,3             | 0,3             | 0,3               | 0,3               | 0,3               | 0,3               | 0,3               |
| <b>TOTAL RESSOURCES ME</b>                     | <b>213,7</b>    | <b>226,7</b>    | <b>237,4</b>      | <b>235,9</b>      | <b>234,7</b>      | <b>233,7</b>      | <b>237,4</b>      |
| <b>RESULTATS</b>                               |                 |                 |                   |                   |                   |                   |                   |
| <b>Résultat net ME</b>                         | <b>9,9</b>      | <b>5,3</b>      | <b>4,4</b>        | <b>-7,7</b>       | <b>-18,5</b>      | <b>-29,4</b>      | <b>-36,0</b>      |

## **II. LES COMPTES ANNUELS**

## LES DOCUMENTS DE SYNTHESE ET LE RESULTAT

### BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

## BILAN ACTIF

| Rubriques                                        | (en euros)         |                                 |                    |
|--------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|
|                                                  | 2023               |                                 | 2022               |
|                                                  | Montant Brut       | Amortissements et dépréciations | Montant net        |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                          |                    |                                 | <b>0</b>           |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                           | <b>285 791 730</b> | <b>409 274</b>                  | <b>285 382 457</b> |
| <b>Créances d'exploitation</b>                   | <b>7 502 243</b>   | <b>303 593</b>                  | <b>7 198 650</b>   |
| Fournisseurs, intermédiaires sociaux             |                    |                                 | 0                  |
| Créances liées aux services de prestation        | 215 793            | 60 046                          | 155 747            |
| Créances sur cotisants et comptes rattachés      | 7 259 633          | 243 547                         | 7 016 085          |
| Cotisants - créances                             | 532 152            | 243 547                         | 288 605            |
| Cotisants - produits à recevoir                  | 6 727 480          |                                 | 6 727 480          |
| Entités publiques                                | 26 817             |                                 | 26 817             |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale |                    |                                 | 0                  |
| <b>Trésorerie active</b>                         | <b>278 289 487</b> | <b>105 680</b>                  | <b>278 183 807</b> |
| Disponibilités                                   | 4 019 029          |                                 | 4 019 029          |
| Valeurs mobilières de placement                  | 274 270 458        | 105 680                         | 274 164 777        |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                               | <b>285 791 730</b> | <b>409 274</b>                  | <b>285 382 457</b> |

## BILAN PASSIF

|                                                               | (en euros)         |                    |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                               | 2023               | 2022               |
| <b>FONDS PROPRES</b>                                          | <b>228 060 154</b> | <b>222 778 793</b> |
| <b>Dotations, apports</b>                                     | <b>9 733 121</b>   | <b>9 733 121</b>   |
| <b>Report à nouveau</b>                                       | <b>213 045 672</b> | <b>203 192 756</b> |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                                 | <b>5 281 361</b>   | <b>9 852 916</b>   |
| <b>PROVISIONS</b>                                             | <b>450 000</b>     | <b>600 000</b>     |
| <b>Provisions pour risques et provisions pour charges</b>     | <b>450 000</b>     | <b>600 000</b>     |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                                     |                    |                    |
| <b>DETTES NON FINANCIERES</b>                                 | <b>56 872 303</b>  | <b>51 244 153</b>  |
| Fournisseurs de biens et services et comptes rattachés        | 748                | 78 862             |
| Prestataires : versements directs aux assurés et allocataires | 25 737 300         | 20 143 715         |
| Prestataires : versements à des tiers                         | 331                | 3 872              |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale              | 142 124            | 60                 |
| Créditeurs divers                                             | 12 385             | 150 545            |
| Produits constatés d'avance                                   | 30 979 415         | 30 867 099         |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                                           | <b>285 382 457</b> | <b>274 622 946</b> |

## COMPTE DE RESULTAT (CHARGES)

| (en euros)                                                                |                    |                    |                    |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Rubriques                                                                 | 2023               | 2022               | Variation          |
| <b>CHARGES DE GESTION TECHNIQUE (IV)</b>                                  | <b>212 128 048</b> | <b>193 547 860</b> | <b>18 580 189</b>  |
| Prestations sociales                                                      | 211 895 359        | 193 080 442        | 18 814 917         |
| Prestations légales                                                       | 211 895 359        | 193 080 442        | 18 814 917         |
| Diverses charges de gestion technique                                     | 180 747            | 193 041            | (12 294)           |
| Dotations aux provisions, dépréciations pour charges de gestion technique | 51 942             | 274 376            | (222 434)          |
| <b>CHARGES DE GESTION COURANTE (V)</b>                                    | <b>8 643 868</b>   | <b>8 041 416</b>   | <b>602 452</b>     |
| Achats et autres charges externes                                         | 8 641 618          | 8 037 591          | 604 027            |
| Impôts et taxes                                                           | 2 250              | 3 825              | (1 575)            |
| <b>CHARGES FINANCIERES (VI)</b>                                           | <b>646 448</b>     | <b>2 275 382</b>   | <b>(1 628 934)</b> |
| Charges financières sur opérations diverses                               | 646 448            | 2 275 382          | (1 628 934)        |
| Impôts sur les sociétés (VII)                                             |                    |                    | 0                  |
| <b>TOTAL CHARGES (B=IV+V+VI+VII)</b>                                      | <b>221 418 364</b> | <b>203 864 657</b> | <b>17 553 707</b>  |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE EXCEDENTAIRE (A-B)</b>                      | <b>5 281 361</b>   | <b>9 852 916</b>   | <b>(4 571 555)</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                      | <b>226 699 724</b> | <b>213 717 573</b> | <b>12 982 152</b>  |

## COMPTE DE RESULTAT (PRODUITS)

| (en euros)                                               |                    |                    |                   |
|----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Rubriques                                                | 2023               | 2022               | Variation         |
| <b>PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE (I)</b>                 | <b>222 519 848</b> | <b>213 675 344</b> | <b>8 844 504</b>  |
| Cotisations, impôts et produits affectés                 | 219 430 042        | 210 921 175        | 8 508 867         |
| Cotisations sociales                                     | 219 304 057        | 210 788 951        | 8 515 105         |
| Produits versés par une entité publique autre que l'Etat | 125 985            | 132 223            | (6 238)           |
| <b>Produits techniques</b>                               | <b>2 818 209</b>   | <b>2 469 729</b>   | <b>348 479</b>    |
| Divers produits techniques                               | 2 818 209          | 2 469 729          | 348 479           |
| <b>Reprises sur provisions et sur dépréciations</b>      | <b>271 597</b>     | <b>284 440</b>     | <b>(12 843)</b>   |
| Reprise sur provisions pour charges techniques           | 150 000            |                    | 150 000           |
| Reprise sur dépréciations des actifs circulants          | 121 597            | 284 440            | (162 843)         |
| <b>PRODUITS DE GESTION COURANTE (II)</b>                 |                    |                    | <b>0</b>          |
| <b>PRODUITS FINANCIERS (III)</b>                         | <b>4 179 877</b>   | <b>42 228</b>      | <b>4 137 648</b>  |
| Produits financiers et transferts de charges financières | 4 179 877          | 42 228             | 4 137 648         |
| <b>TOTAL PRODUITS (A = I + II + III)</b>                 | <b>226 699 724</b> | <b>213 717 573</b> | <b>12 982 152</b> |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE DEFICITAIRE (B-A)</b>      | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>          |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                     | <b>226 699 724</b> | <b>213 717 573</b> | <b>12 982 152</b> |

**BILAN ET COMPTE DE RESULTAT DETAILLE**

**BILAN ACTIF**

|                                                                         |          | (en euros)         |                    |
|-------------------------------------------------------------------------|----------|--------------------|--------------------|
| DETAIL DES COMPTES D'ACTIF                                              | Notes    | 2023               | 2022               |
| <b>Prestataires et fournisseurs débiteurs</b>                           | <b>1</b> | <b>155 747</b>     | <b>140 256</b>     |
| Fournisseurs débiteurs                                                  |          |                    |                    |
| Prestataires débiteurs                                                  |          | 136 499            | 131 517            |
| Créances douteuses sur prestataires débiteurs                           |          | 79 295             | 85 121             |
| Dépréciation des comptes de prestataires débiteurs                      |          | (60 046)           | (76 382)           |
| <b>Créances cotisants et comptes rattachés</b>                          | <b>2</b> | <b>7 016 085</b>   | <b>5 816 737</b>   |
| Cotisants et comptes rattachés                                          |          | 310 935            | 249 497            |
| Cotisants produits à recevoir                                           |          | 6 682 820          | 5 484 343          |
| Majorations de retard                                                   |          | 221 217            | 213 969            |
| Majorations de retard - produits à recevoir                             |          | 44 660             | 165 794            |
| Dépréciation des majorations de retard                                  |          | (243 547)          | (296 866)          |
| <b>Créances sur entités publiques et organismes de sécurité sociale</b> | <b>3</b> | <b>26 817</b>      | <b>20 291</b>      |
| Entités publiques                                                       |          | 26 817             | 20 035             |
| Autres créances sur organismes de sécurité sociale                      |          |                    | 256                |
| <b>Valeurs mobilières de placement</b>                                  | <b>4</b> | <b>274 164 777</b> | <b>257 465 958</b> |
| Valeurs mobilières de placement                                         |          | 274 270 458        | 260 116 716        |
| Dépréciation des autres valeurs mobilières de placement                 |          | (105 680)          | (2 650 757)        |
| <b>Disponibilités</b>                                                   | <b>4</b> | <b>4 019 029</b>   | <b>11 179 704</b>  |
| Banques                                                                 |          | 4 019 029          | 11 179 704         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                    |          | <b>285 382 457</b> | <b>274 622 946</b> |

## BILAN PASSIF

|                                                            |          | (en euros)         |                    |
|------------------------------------------------------------|----------|--------------------|--------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE PASSIF                               | Notes    | 2023               | 2022               |
| <b>Capitaux propres</b>                                    |          | <b>228 060 154</b> | <b>222 778 793</b> |
| Dotation - apport                                          |          | 9 733 121          | 9 733 121          |
| Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)             |          | 213 045 672        | 203 192 756        |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)               |          | 5 281 361          | 9 852 916          |
| <b>Provisions pour risques et charges</b>                  | <b>5</b> | <b>450 000</b>     | <b>600 000</b>     |
| Provisions pour risques de remboursement                   |          | 450 000            | 600 000            |
| <b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>                   |          | <b>748</b>         | <b>78 862</b>      |
| Fournisseurs factures non parvenues                        |          | 748                | 78 862             |
| <b>Prestataires</b>                                        | <b>6</b> | <b>25 737 631</b>  | <b>20 147 588</b>  |
| Versements directs aux prestataires                        |          | 937 300            | 843 715            |
| Prestataires charges à payer                               |          | 24 800 000         | 19 300 000         |
| Versements à des tiers                                     |          | 331                | 3 872              |
| <b>Entités publiques et organismes de sécurité sociale</b> |          | <b>142 124</b>     | <b>60</b>          |
| Cotisations sociales à reverser                            |          | 48                 | 60                 |
| Autres dettes sur organismes de sécurité sociale           |          | 142 076            |                    |
| <b>Autres dettes</b>                                       | <b>7</b> | <b>12 385</b>      | <b>150 545</b>     |
| Créditeurs divers                                          |          | 12 385             | 150 545            |
| <b>Comptes de régularisation</b>                           | <b>8</b> | <b>30 979 415</b>  | <b>30 867 099</b>  |
| Produits constatés d'avance                                |          | 30 979 415         | 30 867 099         |
| <b>Trésorerie Passive</b>                                  |          |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                       |          | <b>285 382 457</b> | <b>274 622 946</b> |

## COMPTE DE RESULTAT CHARGES

| (en euros)                                          |       |                    |                    |
|-----------------------------------------------------|-------|--------------------|--------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE CHARGES                       | Notes | 2023               | 2022               |
| Prestations sociales                                | 9     | 211 895 359        | 193 080 442        |
| Prestations légales                                 |       | 211 895 359        | 193 080 442        |
| <i>Rentes incapacité droits propres</i>             |       | 211 895 359        | 193 080 442        |
| Diverses charges techniques                         | 10    | 180 747            | 193 041            |
| Créances irrécouvrables et remises de dettes        |       | 161 082            | 154 308            |
| Autres charges techniques                           |       | 19 665             | 38 733             |
| Dotations aux dépréciations techniques              | 11    | 51 942             | 124 376            |
| Dotations aux dépréciations des actifs circulants   |       | 51 942             | 124 376            |
| Achats et charges externes                          |       | 8 643 868          | 8 041 416          |
| Rémunérations, honoraires                           |       | 129 442            | 134 364            |
| Frais de gestion                                    | 12    | 8 512 176          | 7 903 227          |
| Impôts et taxes                                     |       | 2 250              | 3 825              |
| Dotations aux provisions pour risques et charges    |       | 0                  | 150 000            |
| Dotations aux provisions pour risques et charges    |       |                    | 150 000            |
| Charges financières                                 | 15    | 646 448            | 2 275 382          |
| Charges nettes cession valeurs mobilières           |       | 646 448            | 114 440            |
| Dotations aux dépréciations des éléments financiers |       |                    | 2 160 942          |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES</b>                 |       | <b>221 418 364</b> | <b>203 864 657</b> |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT)</b>            |       | <b>5 281 361</b>   | <b>9 852 916</b>   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                |       | <b>226 699 724</b> | <b>213 717 573</b> |

## COMPTE DE RESULTAT PRODUITS

|                                                                 |           | (en euros)         |                    |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|--------------------|--------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS                                  | Notes     | 2023               | 2022               |
| <b>Cotisations et produits affectés</b>                         | <b>13</b> | <b>219 430 042</b> | <b>210 921 175</b> |
| Cotisations patronales                                          |           | 219 371 290        | 210 734 517        |
| Majorations de retard                                           |           | (67 233)           | 54 435             |
| Produits versés par une entité publique                         |           | 125 985            | 132 223            |
| <b>Divers produits techniques</b>                               | <b>14</b> | <b>2 818 209</b>   | <b>2 469 729</b>   |
| Recours contre tiers                                            |           | 2 595 616          | 2 428 803          |
| Autres produits techniques                                      |           | 222 593            | 40 926             |
| <b>Reprises sur dépréciations techniques</b>                    | <b>11</b> | <b>121 597</b>     | <b>284 440</b>     |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants                |           | 121 597            | 284 440            |
| <b>Reprises sur provisions pour risques et charges</b>          | <b>5</b>  | <b>150 000</b>     | <b>0</b>           |
| Reprises de provisions pour risques techniques                  |           | 150 000            |                    |
| <b>Produits financiers</b>                                      | <b>15</b> | <b>4 179 877</b>   | <b>42 228</b>      |
| Produits nets sur cessions des valeurs mobilières de placements |           | 1 634 799          | 42 227             |
| Reprises sur dépréciations des éléments financiers              |           | 2 545 077          |                    |
| Gains de change                                                 |           |                    | 1                  |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS</b>                            |           | <b>226 699 724</b> | <b>213 717 573</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                            |           | <b>226 699 724</b> | <b>213 717 573</b> |

**RÉSULTAT ET RESERVES**

(en euros)

|                                                | 2023        | 2022        | 2021        | 2020        | 2019        |
|------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Report à nouveau                               | 213 045 672 | 203 192 756 | 195 047 729 | 176 169 773 | 156 976 420 |
| Résultat                                       | 5 281 361   | 9 852 916   | 8 145 027   | 18 877 956  | 19 193 353  |
| Capitaux propres après affectation du résultat | 228 060 154 | 222 778 793 | 212 925 877 | 204 780 850 | 185 902 894 |

Le résultat excédentaire de l'exercice de 5,3 M€ sera affecté au compte de report à nouveau qui atteindra 228,1 M€ après affectation.

## **ANNEXE COMPTABLE : FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POST-CLOTURE**

### **FAITS CARACTERISTIQUES**

Revalorisation des pensions d'invalidité de 1,54 % au 01/04/2023.

Revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet 2023 de 1,5 % du point d'indice de la fonction publique.

### **EVENEMENTS POST-CLOTURE**

Néant.

## **ANNEXE COMPTABLE : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **PRINCIPES GÉNÉRAUX**

- Le Fonds ATIACL se conforme aux dispositions du RNCOSS (Recueil des normes comptables pour les organismes de sécurité sociale) ; les comptes sont présentés selon cette norme.
- Le Conseil de normalisation des comptes publics (CNOCP) a émis le 13 janvier 2022 un avis relatif au Recueil des normes comptables des organismes de sécurité sociale. Les dispositions de ce recueil sont applicables aux états financiers des organismes de sécurité sociale entrant dans son champ d'application à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2022 (arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 2022 publié au journal officiel du 28 août 2022).

### **RÈGLES ET MÉTHODES ATTACHÉES À CERTAINS POSTES**

#### **Créances douteuses ou litigieuses et dépréciations des créances sur pensionnés**

Le caractère douteux des créances sur pensionnés est retenu :

- Pour les créances précomptées sur pensions, lorsque la durée de recouvrement excède l'espérance de vie moyenne de la population française âgée de 60 ans (Femme 88 ans – Homme 83 ans, Source INSEE).
- Pour les créances faisant l'objet d'une procédure de recouvrement sur un tiers, lorsqu'un risque de non-recouvrement a été identifié.

Les règles de dépréciation sont les suivantes :

- Pour les dossiers précomptés sur pensions, la quote-part de la créance dont la durée de recouvrement excède l'espérance de vie à 60 ans (88 ans pour les femmes et 83 ans pour les hommes selon les dernières sources INSEE) est dépréciée à 100 %.
- Pour les dossiers non précomptés sur pensions, le provisionnement est déterminé selon les modalités suivantes :

| Ancienneté de la créance                    | Taux de provision                                |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Créances > 6 mois et ≤ à 12 mois            | Dépréciation à hauteur de 50 %.                  |
| Créances > 12 mois                          | Dépréciation à hauteur de 100 %.                 |
| Créances > 1 000 €                          | Taux de provision déterminé dossier par dossier. |
| Créances suivies par le service contentieux | Dépréciation forfaitaire à hauteur de 100 %      |

#### **Cotisations**

Les produits de cotisations sont enregistrés à partir des déclarations de cotisations (DC) annuelles reçues des employeurs en année N+1.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, les cotisations sont recouvrées mensuellement ou trimestriellement sur le compte bancaire du fonds. Elles sont payables pour le 5 du mois M+1 et des majorations de retard sont enregistrées pour les collectivités dont le versement est postérieur à cette date de recouvrement.

### Frais de gestion

La Caisse des Dépôts, en tant que gestionnaire, met à la disposition de l'ATIACL des moyens en personnel, informatique et fonctionnement. En contrepartie de ses prestations, la Caisse des Dépôts perçoit une rémunération représentant le montant des frais engagés pour la gestion du Fonds. Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels fixés à partir des derniers frais connus ; le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des Dépôts, est imputé sur l'exercice suivant.

### Charges à payer sur prestations

Leur calcul est réalisé à partir d'une estimation basée sur la méthode statistique dite « chain ladder ».

## ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE BILAN

### 1 : PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS

#### Prestataires débiteurs

Les créances sur prestataires correspondent aux prestations indûment versées aux allocataires qui seront soit précomptées pour les contrats en cours, soit recouvrées auprès des ayants droit dans le cas de décès.

Les créances sur compagnies d'assurances correspondent aux dossiers faisant suite à des accidents survenus aux agents des collectivités.

#### Créances douteuses sur prestataires débiteurs

|                                                    |            |                |               |                | (en euros)     |
|----------------------------------------------------|------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
|                                                    | 2023       |                |               | 2022           |                |
|                                                    | Nombre     | Valeur brute   | Dépréciation  | Valeur nette   | Valeur nette   |
| Fournisseurs débiteurs                             |            |                | 0             | 0              | 0              |
| Prestataires débiteurs                             | 216        | 136 499        | 0             | 136 499        | 131 517        |
| Prestations indues                                 | 215        | 136 099        | 0             | 136 099        | 121 653        |
| Pensions en cours                                  | 100        | 72 767         | 0             | 72 767         | 80 307         |
| Pensions annulées                                  | 115        | 63 332         | 0             | 63 332         | 41 346         |
| Recours contre tiers                               | 1          | 400            | 0             | 400            | 9 864          |
| Compagnies d'assurance                             | 1          | 400            | 0             | 400            | 9 864          |
| Créances douteuses ou litigieuses sur prestataires | 71         | 75 783         | 56 535        | 19 248         | 8 739          |
| Prestations indues                                 | 71         | 75 783         | 56 535        | 19 248         | 8 739          |
| Pensions en cours                                  | 20         | 18 967         | 15 107        | 3 860          | 3 914          |
| Pensions annulées                                  | 51         | 56 816         | 41 428        | 15 388         | 4 824          |
| Créances douteuses frauduleuses sur prestataires   | 1          | 3 511          | 3 511         | 0              | 0              |
| Prestations frauduleuses                           | 1          | 3 511          | 3 511         | 0              | 0              |
| Pensions annulées                                  | 1          | 3 511          | 3 511         | 0              | 0              |
| <b>Total</b>                                       | <b>288</b> | <b>215 793</b> | <b>60 046</b> | <b>155 747</b> | <b>140 256</b> |

La hausse des créances nettes de 15 K€ s'explique par celle des créances saines de 5 K€ et celle des créances douteuses de 10 K€.

### 2 : CREANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHES

#### Cotisants et comptes rattachés

Le montant de 0,3 M€ correspond à des créances sur 18 employeurs rencontrant des difficultés financières ou ayant été identifiés comme ne payant pas la totalité de leurs cotisations dont un représente à lui seul 68 %.

Leur hausse de 25 % provient principalement de ce même employeur.

A noter qu'il n'y a pas de provision constatée en raison de la faible antériorité des créances ou de leurs montants non significatifs.

#### Cotisants - produits à recevoir

Le montant de 6,7 M€ correspond principalement aux cotisations dues au titre du mois de décembre par les collectivités à périodicité mensuelle, et au titre du dernier trimestre par celles à périodicité trimestrielle. Un montant estimé à 0,5 M€ est pris en compte en 2023 pour les produits à recevoir non encore encaissés à la date de clôture des comptes.

### Cotisants - majorations de retard

Les créances sur majorations de retard correspondent :

- aux majorations au titre des années antérieures pour 0,2 M€.
- aux produits à recevoir sur majorations à émettre au titre de l'exercice 2023 pour 0,04 M€.

Pour tenir compte du risque de non-recouvrement de ces créances, suite notamment à des demandes de remise de dettes par les collectivités, une dépréciation forfaitaire de 50 % est enregistrée pour les majorations à émettre au titre de l'exercice 2023 et de 100 % pour les exercices antérieurs.

### 3 : CREANCES SUR ENTITES PUBLIQUES ET ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

L'administration de Paris rembourse à l'ATIACL le montant des allocations temporaires d'invalidité payées aux agents étatisés de l'ex-Préfecture de police de Paris.

Ce poste s'élève à 26 817 € au 31 décembre 2023 et correspond aux allocations du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023.

### 4 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES

(en euros)

|                            | Valeur au début de l'exercice | Opérations exercice 2023 |                      | Valeur à la fin de l'exercice | Moins-Value Latente |
|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------------|-------------------------------|---------------------|
|                            |                               | Achats (augmentations)   | Ventes (diminutions) |                               |                     |
| Fonds Communs de Placement | 233 123 534                   | 165 376 642              | 151 222 900          | 247 277 276                   | (105 680)           |
| Sicav monétaires           | 26 993 182                    | 0                        |                      | 26 993 182                    | 0                   |
| Compte bancaire            | 11 179 704                    |                          |                      | 4 019 029                     |                     |
| <b>Total</b>               | <b>271 296 420</b>            | <b>165 376 642</b>       | <b>151 222 900</b>   | <b>278 289 487</b>            | <b>(105 680)</b>    |

Les entrées des OPCVM sont comptabilisées au prix d'acquisition, les sorties en coût moyen pondéré.

Les placements, après de fortes provisions pour dépréciations en 2022, ont enregistré des reprises sur provisions en 2023.

Sur les onze placements en valeurs mobilières, seul un placement génère une moins-value latente pour -0,11 M€ à la clôture (-2,7 M€ au 31/12/2022). Une reprise sur dépréciation a été constatée pour 2,5 M€.

### 5 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques de 0,45 M€ (0,6 M€ en 2022) est enregistrée pour couvrir le risque de remboursement de cotisations aux employeurs :

- pour les règlements reçus par erreur ou qui sont supérieurs aux montants déclarés,
- ou en l'absence de déclaration.

### 6 : PRESTATAIRES

#### Versements directs aux prestataires

Les prestations payées en janvier 2024 au titre de 2023 correspondent à 0,9 M€.

Le portefeuille des prestations non réglées aux bénéficiaires s'élève à 0,06 M€. L'enregistrement d'une échéance impayée ou suspendue provoque la suspension du paiement des échéances suivantes jusqu'à la remise en paiement, l'annulation ou la neutralisation de l'allocation.

#### Prestataires charges à payer

Le montant de 24,8 M€ représente l'estimation des allocations restant à liquider au titre de l'exercice 2023 et des années antérieures. Cette estimation est basée sur l'application de la méthode de provisionnement Chain ladder depuis l'exercice clos le 31/12/21.

## **7 : AUTRES DETTES**

Le montant de 12 385 € correspond essentiellement à des allocations versées et revenus impayés pour 12 166 € en 2019 ; celles-ci sont dues mais non réclamées. Après 5 ans d'ancienneté, ces dettes seront constatées en profit en application de la prescription quinquennale.

## **8 : PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Les sommes reçues des compagnies d'assurance au titre des tiers responsables d'accidents sont, pour partie, considérées comme des produits perçus d'avance.

Depuis 1995, une procédure est mise en œuvre afin d'estimer les produits correspondants.

(en euros)

| <b>Au titre de l'année</b> | <b>Date de fin</b> | <b>Total</b> | <b>Au titre de l'année</b> | <b>Date de fin</b> | <b>Total</b>      |
|----------------------------|--------------------|--------------|----------------------------|--------------------|-------------------|
| 1995/C                     | 2 031              | 541 279      | 2006                       | 2 035              | 1 247 211         |
| 1996/C                     | 2 027              | 288 571      | 2007                       | 2 033              | 695 528           |
| 1996/A                     | 2 026              | 44 007       | 2008                       | 2 034              | 353 689           |
| 1997/C                     | 2 028              | 393 555      | 2009                       | 2 037              | 550 323           |
| 1997/A                     | 2 031              | 93 231       | 2010                       | 2 038              | 1 275 005         |
| 1998/C                     | 2 028              | 331 371      | 2011                       | 2 041              | 917 071           |
| 1998/A                     | 2 029              | 84 386       | 2012                       | 2 040              | 1 278 441         |
| 1999/C                     | 2 029              | 399 455      | 2013                       | 2 040              | 985 850           |
| 1999/A                     | 2 031              | 54 366       | 2014                       | 2 042              | 1 456 792         |
| 2000/C                     | 2 029              | 446 165      | 2015                       | 2 042              | 1 465 779         |
| 2000/A                     | 2 031              | 62 195       | 2016                       | 2 043              | 1 008 427         |
| 2001/C                     | 2 029              | 400 232      | 2017                       | 2 043              | 1 507 984         |
| 2001/A                     | 2 027              | 38 471       | 2018                       | 2 043              | 1 076 608         |
| 2002/C                     | 2 030              | 502 622      | 2019                       | 2 043              | 1 947 059         |
| 2002/A                     | 2 036              | 15 597       | 2020                       | 2 044              | 1 632 388         |
| 2003                       | 2 033              | 936 618      | 2021                       | 2 046              | 2 292 712         |
| 2004                       | 2 037              | 928 730      | 2022                       | 2 046              | 2 189 691         |
| 2005                       | 2 034              | 1 301 023    | 2023                       | 2 049              | 2 236 981         |
|                            |                    |              | <b>Total</b>               |                    | <b>30 979 415</b> |

L'étalement de ces produits commence à compter de l'année suivant celle de la constatation.

La constatation de produits perçus d'avance sur l'exercice 1995 a été calculée sur la base d'un échantillon de 30 dossiers. Les autres années prennent en compte l'exhaustivité des dossiers.

La constatation en capital « C » correspond au total des sommes versées par les compagnies d'assurance susceptibles d'être révisées.

La constatation en acceptation « A » correspond au total des montants définitifs versés par les compagnies d'assurance. A compter de l'exercice 2003, il n'y a plus d'acceptation.

## **ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

### **9 : PRESTATIONS SOCIALES**

Le montant des arrérages d'allocations, 211,9 M€ en 2023, est en progression de 18,8 M€, soit +9,7 %, par rapport à 2022 et provient :

- de la hausse des prestations au titre de 2023 (+10,7 M€ soit +6 %). Celle-ci résulte des revalorisations des prestations en 2023 (cf. Faits caractéristiques) et en 2022 (dont 4 % au 01/07/2022 avec effet plein en 2023), et de l'augmentation du nombre d'allocataires qui est passé de 92 687 fin 2022 à 95 809 à fin 2023, soit +3,4 %,
- de la hausse au titre des années antérieures (+8,1 M€) imputable notamment à la variation des charges à payer de +5,5 M€.

### **10 : DIVERSES CHARGES TECHNIQUES**

Le poste de 180 747 € est composé de créances de majorations de retard passées en créances irrécouvrables (120 959 €), de créances irrécouvrables sur pensions (18 977 €), d'écarts de règlement (19 665 €) et de remises de dettes sur majorations de retard (21 101 €).

### **11 : DOTATIONS ET REPRISES SUR DEPRECIATIONS TECHNIQUES**

(en euros)

|                                                | Bilan                         | Compte de résultat        |                        | Bilan                         |
|------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------------------|
|                                                | Valeur au début de l'exercice | Opérations exercice 2023  |                        | Valeur à la fin de l'exercice |
|                                                |                               | Dotations (augmentations) | Reprises (diminutions) |                               |
| Majorations de retard sur cotisations normales | 296 866                       | 22 430                    | (75 749)               | 243 547                       |
| Prestataires débiteurs                         | 76 382                        | 29 512                    | (45 848)               | 60 046                        |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>373 248</b>                | <b>51 942</b>             | <b>(121 597)</b>       | <b>303 593</b>                |

Le montant du poste a baissé de 69 655 € compte tenu de la reprise des dépréciations sur majorations de retard et de celle sur prestataires débiteurs (45 848 €) due au recouvrement des créances de la part des ayants droit sur des contrats annulés (décès).

### **12 : FRAIS DE GESTION**

#### **Frais administratifs**

Le montant des frais administratifs 2023, versé en 4 acomptes et identique à celui de 2022, s'élève à 7,9 M€. Le reliquat 2022 de 78 216 € a été revalorisé à 686 377 € ; il a été payé en 2023. Une nouvelle charge sur exercice antérieur a été enregistrée pour la différence (608 161 €).

#### **Frais de banque et assimilés**

Les frais de banque de 4 217 € sont composés des frais de conservation des actifs.

### **13 : COTISATIONS ET PRODUITS AFFECTES**

#### **Cotisations patronales**

Les montants des cotisations sont enregistrés en produits à partir des déclarations de cotisations annuelles (DC) des employeurs.

A la date d'arrêté des comptes, la réception et le traitement de DC sont toujours en cours. En conséquence, afin de pouvoir déterminer au 31 décembre 2023 les produits relatifs à l'ATIACL, une méthode basée sur les encaissements reçus à la date de clôture des comptes et sur l'estimation des cotisations à recevoir est retenue.

Les cotisations enregistrées au titre de 2023 et des exercices antérieurs comprennent :

- les cotisations reçues durant l'exercice,
- les cotisations à recevoir :
  - cotisations dont le versement est intervenu du 01/01/2024 au 15/01/2024,
  - montant estimé des cotisations à recevoir après cette date,
- les montants dus par les employeurs rencontrant des difficultés financières.

Au 31 décembre 2023, le montant des cotisations est en progression de +4 % par rapport à 2022 et s'établit à 219,3 M€ :

- 219,9 M€ au titre de 2023, dont 213,2 M€ de cotisations reçues durant l'exercice, 6,7 M€ de cotisations à recevoir
- -0,6 M€ au titre des régularisations sur années antérieures (annulations et nouvelles déclarations).

L'augmentation des cotisations provient essentiellement de la revalorisation de 1,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2023 du point d'indice de la fonction publique, ainsi que de la constatation d'une augmentation de l'activité.

#### **Majorations de retard**

Le montant des majorations de retard s'établit à -67 233 € au 31 décembre 2023 (44 660 € au titre de 2023 et -111 893 € concernant des régularisations au titre des années antérieures, leur estimation au 31/12/2022 ayant été surévaluée).

#### **Produits versés par une entité publique**

Ils correspondent aux remboursements par l'administration de Paris des allocations temporaires d'invalidité payées aux agents étatisés de l'ex-Préfecture de police de Paris pour un montant de 125 985 €.

### **14 : DIVERS PRODUITS TECHNIQUES**

#### **Recours contre tiers**

Ce poste retrace le montant des capitaux reçus des compagnies d'assurances pour l'exercice en cours et destinés à couvrir une partie des arrérages versés à un allocataire. En effet, lorsqu'un préjudice subi par l'allocataire a été causé par un tiers responsable, le fonds exerce un recours en réparation civile pour obtenir le remboursement des prestations versées à l'allocataire.

En 2023, 183 dossiers sont concernés pour un montant de 2,6 M€.

### **15 : RESULTAT FINANCIER**

Le résultat financier, de 3,5 M€ en 2023, provient :

- pour 1 M€ des moins-values et plus-values nettes sur des cessions de FCP réalisées durant l'exercice
- pour 2,5 M€ de la reprise sur dépréciations des valeurs mobilières de placement, dans un contexte de placements redevenu plus favorable. Pour rappel, les OPCVM obligataires (investis en obligations à taux fixe émises par des Etats et des entreprises) avaient subi en 2022 une perte de -2,3 M€, essentiellement due à des provisions pour dépréciation.

**LES COMPTES ANNUELS**  
**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

|                                                                                      | (en euros)       |                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
|                                                                                      | 2023             | 2022              |
| <b>Résultat net</b>                                                                  | <b>5 281 361</b> | <b>9 852 916</b>  |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie                 | 0                | 0                 |
| Amortissements et provisions                                                         | (219 655)        | (10 064)          |
| <b>Capacité d'autofinancement</b>                                                    | <b>5 061 706</b> | <b>9 842 852</b>  |
| Moins : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :                 | 0                | 0                 |
| Variation sur prestataires débiteurs                                                 | 844              | 32 233            |
| Variation sur cotisants et comptes rattachés                                         | (1 146 030)      | (675 467)         |
| Variation sur créances sur entités publiques et organismes de Sécurité Sociale       | (6 526)          | 1 026             |
| Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés                               | (78 115)         | 15 810            |
| Variation des dettes sur prestataires                                                | 5 590 043        | 1 690 653         |
| Variation des dettes sur entités publiques et organismes de Sécurité Sociale         | 142 065          | (8 622)           |
| Variation sur autres dettes                                                          | (138 160)        | 121 190           |
| Variation des produits constatés d'avance                                            | 112 317          | 255 435           |
| <b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>                    | <b>4 476 439</b> | <b>1 432 257</b>  |
| <b>Flux de trésorerie généré par l'activité</b>                                      | <b>9 538 145</b> | <b>11 275 109</b> |
| Prêts versés sur l'exercice                                                          | 0                | 0                 |
| Remboursements obtenus sur l'exercice                                                | 0                | 0                 |
| Régularisations s/prêts                                                              | 0                | 0                 |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de prêts (collectivités et sociaux)</b> | <b>0</b>         | <b>0</b>          |
| Emprunts et avances souscrits                                                        | 0                | 0                 |
| Remboursements d'emprunts et avances                                                 | 0                | 0                 |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>                      | <b>0</b>         | <b>0</b>          |
| <b>Flux net de trésorerie</b>                                                        | <b>9 538 145</b> | <b>11 275 109</b> |
| Trésorerie d'ouverture (banques + valeurs mobilières de placement)                   | 268 645 662      | 257 370 553       |
| Trésorerie de clôture (banques + valeurs mobilières de placement)                    | 278 183 807      | 268 645 662       |
| <b>Variation de trésorerie</b>                                                       | <b>9 538 145</b> | <b>11 275 109</b> |

La variation de trésorerie durant l'exercice est constituée essentiellement :

- du résultat de 5,3 M€,
- de la variation sur cotisants et comptes rattachés et notamment des produits à recevoir sur cotisations de -1,1 M€,
- de la variation des dettes sur prestataires (charges à payer) de 5,6 M€.

### **III. CERTIFICATION DES COMPTES**

Mazars

61, quai de la Paludate  
33800 Bordeaux

## Rapport d'audit du commissaire aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations sur les comptes de l'ATIACL

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations et en réponse à votre demande dans le cadre de l'audit des fonds dont la Caisse des Dépôts et Consignations assure la gestion, nous avons effectué un audit des comptes de l'ATIACL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été établis et arrêtés sous la responsabilité de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière de l'ATIACL au 31 décembre 2023, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

Bordeaux, le 30 avril 2024

Le commissaire aux comptes,

Mazars

Julie MALLET

DocuSigned by:  
  
E24A9A3776F44B0

## **IV. LEXIQUE**

|           |                                                                                    |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------|
| AT        | Accident du travail                                                                |
| AT/MP     | Accident du travail / maladie professionnelle                                      |
| (F)ATIACL | (Fonds d') Allocation temporaire d'invalidité des agents des collectivités locales |
| CDC       | Caisse des dépôts et consignations                                                 |
| CNAM      | Caisse nationale d'assurance maladie                                               |
| CNRACL    | Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales                 |
| DC        | Déclaration de cotisations annuelle                                                |
| DG        | Direction générale de la CDC                                                       |
| DPS       | Direction des politiques sociales                                                  |
| EE        | Emprunt d'État                                                                     |
| FCCFA     | Fonds de compensation du congé de fin d'activité                                   |
| FCCPA     | Fonds de compensation de la cessation progressive d'activité                       |
| FCP       | Fonds communs de placement                                                         |
| FEH       | Fonds pour l'emploi hospitalier                                                    |
| GVT       | Glissement vieillesse technicité                                                   |
| ICNE      | Intérêts courus non échus                                                          |
| INRS      | Institut national de recherche et de sécurité                                      |
| IPP       | Invalidité permanente partielle                                                    |
| MP        | Maladie professionnelle                                                            |
| OPCVM     | Organisme de placement collectif en valeurs mobilières                             |
| PCUOSS    | Plan comptable unique des organismes de sécurité sociale                           |
| RI        | Rente d'invalidité                                                                 |
| SICAV     | Société d'investissement à capital variable                                        |